

Déclaration des élu-e-s Snasub-FSU et CGT Ferc Sup CAPN des magasiniers – 10 décembre 2021

Les élu-e-s CGT Ferc-Sup et Snasub-FSU de la CAPN des magasiniers interpellent la ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation sur la situation des personnels en fonction à la Bibliothèque Sainte Geneviève - Paris III, à la bibliothèque Universitaire - Paris VIII, au Grand Etablissement Documentaire – Campus Condorcet et dans les bibliothèques de l'Université de Paris.

La mobilisation de nos collègues a lieu d'une part dans un contexte de mise en application par les établissements de la loi de transformation et de modernisation de la fonction publique de 2019 visant à augmenter le temps de travail du personnel sans pour autant augmenter leur salaire, d'autre part dans le cadre de l'application du RIFSEEP ainsi que des fusions de campus universitaires franciliens.

Nous constatons que ces réformes n'ont que des effets négatifs sur l'emploi, les conditions de travail et les rémunérations.

Les préavis de grève, dûment argumentés, déposés par nos organisations syndicales n'ont reçu aucune réponse sérieuse de l'administration des établissements, renvoyant la responsabilité des situations au budget et au cadre d'emploi ministériel.

Madame la Ministre, votre responsabilité semble donc engagée par les établissements dont vous avez la tutelle. Les revendications de nos collègues se basent sur une volonté de défense d'un service public documentaire universitaire de haut niveau, l'ensemble des Corps participent aux grèves.

Les grévistes de certains établissements vous ont fait parvenir des lettres d'interpellation qui, à ce jour, sont restées sans réponse de votre part.

Voici donc l'état des revendications par établissement :

- A Paris 8 : En grève depuis le 16 novembre la bibliothèque universitaire est fermée. Les personnels défendent l'emploi de titulaire et réclament des garanties pour les personnels contractuels dont l'emploi est menacés.
- A la BSG : En grève depuis le 22 novembre la bibliothèque est fermée. Les agent-e-s réclament le maintien du service immobilier à la BSG, le maintien des postes de titulaire, le maintien de tous les éléments de rémunération et l'augmentation des primes.
- Au GED - Campus Condorcet : 40 bibliothèques sont mobilisées depuis le 29 novembre. Les personnels réclament l'emploi de titulaires pour les postes vacants. Seul 45 des postes sont pourvus sur les 106 nécessaires. En raison de cet effectif insuffisant ils ne peuvent ouvrir que 2 jours par semaines. L'administration ne propose que l'emploi de 40 étudiants vacataires à mi-temps jusqu'à mi-juin. Sur les 800 000 ouvrages du fonds seul 30% sont disponibles pour les lecteurs. Le mardi 7 et le jeudi 9 novembre les personnels étaient en grève, le GED n'a pas ouvert ses portes.
- A l'Université de Paris, les personnels des bibliothèques se sont mis en grève le 29 novembre pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. La bibliothèque Bichat était fermée toute la journée et la BIU Santé le matin. La direction de l'université profite de la fusion des universités et des SCD ex Diderot et Descartes pour remettre en cause les compensations horaires et financières justifiées par l'extension des horaires d'ouverture. Les personnels demandent la garantie de ces compensations, le maintien des personnels suffisants, la reconnaissance des dysfonctionnements dans les services et la fin de l'absence de dialogue avec les directions.

Nous demandons solennellement que les personnels soient reçus en délégation avec leurs représentants Snasub-FSU et CGT Ferc-Sup par les administrations de chacun des établissements afin d'ouvrir sérieusement des négociations répondant à leurs revendications. Dans ce contexte de fort mécontentement des personnels des bibliothèques, nos organisations syndicales CGT Ferc-Sup et Snasub-FSU soutiennent sans réserve toutes les revendications exprimées.

Nos deux organisations syndicales demanderont prochainement à être reçues par le ministère pour permettre la résolution de ces conflits du travail afin de permettre à nos collègues de reprendre le travail dans de meilleures conditions d'emploi, de travail et de salaires.